

PREFECTURE DU FINISTERE

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N° 96-0832 Du 27 MARS 1996  
autorisant l'Entreprise LAGADEC et Cie  
à exploiter une carrière au lieu-dit "Kérastang"  
en SAINT-RENAN

n° 17.96.A

LE PREFET du FINISTERE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code minier ;
- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, modifiée sur l'eau ;
- VU la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976, modifié par le décret n° 94-484 du 9 juin 1994 et le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953, modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU le décret n° 94-485 du 9 juin 1994 inscrivant les carrières à la nomenclature des installations classées ;
- VU la demande en date du 28 août 1995 présentée par M. Paul LAGADEC, Directeur général de la S.A. LAGADEC, siégeant à Pen Allen en Plouedern, en vue d'être autorisé à renouveler et étendre la carrière de granite à "Kérastang" en Saint-Renan, ainsi qu'à exploiter une unité de broyage-concassage-criblage sur le même site ;
- VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 14 novembre au 14 décembre 1995 dans la commune de Saint-Renan ;
- VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 18 décembre 1995 ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté - Egalité - Fraternité*

VU les avis respectivement émis par :

- M. le Directeur départemental de l'équipement le 7 novembre 1995.
- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le 17 novembre 1995 ;
- M. le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales le 26 septembre 1995,
- M. le Directeur départemental des services de secours et de lutte contre l'incendie, le 23 octobre 1995,
- M. le Directeur régional de l'environnement, le 30 novembre 1995.

VU les délibérations adoptées par :

- le conseil municipal de Saint-Renan, lors de sa séance du 14 décembre 1995 ,
- le conseil municipal de Ploumoguier, le 15 décembre 1995,
- le conseil municipal de Plouzane, le 21 décembre 1995,
- le conseil municipal de Plouarzel, le 13 novembre 1995,
- le conseil municipal de Milizac, le 17 novembre 1995.

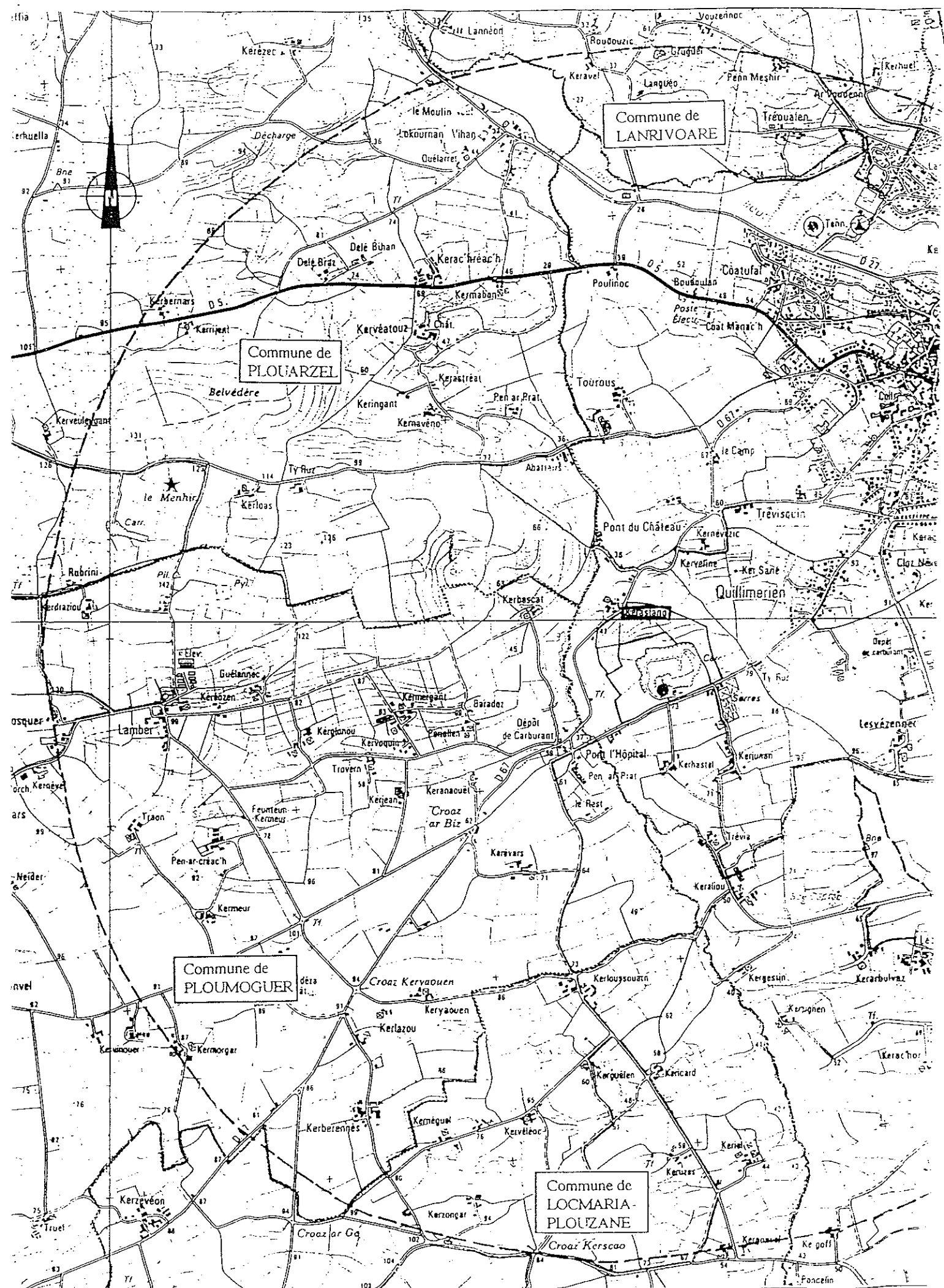
VU le rapport RO N° 586 - DM/ALG du 1er février 1996 de l'Inspecteur des installations classées, ingénieur de l'industrie et des mines ;

VU l'avis émis par la commission départementale des carrières, lors de sa séance du 21 février 1996 ;

VU les autres pièces du dossier ;

CONSIDERANT que la S.A. LAGADEC n'a émis aucune observation au terme du délai de quinze jours qui lui était imparti, à compter de la notification des conclusions émises par la commission précitée ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire général de la préfecture du Finistère



## A R R E T E

### ARTICLE 1 - CLASSEMENT -

L'Entreprise LAGADEC et Cie dont le siège social est situé à Pen Allen 29800 PLOUEDERN est autorisée à exploiter au lieu-dit "**KERASTANG**" commune de **SAINT-RENAN** une carrière de GRANITE comportant:

#### 1.1. Les Installations Classées suivantes :

RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE	NATURE - VOLUME DES ACTIVITES	A/D (*)
2510	Exploitation d'une carrière d'une superficie de 30 ha 37 a et d'une production annuelle maximale de 300 000 t. Production moyenne annuelle : 150 000 t	A
2515	Installation de traitement de matériaux, la puissance installée étant de 900 KW (capacité annuelle de traitement : 200 000 t).	A

(\*) A = Autorisation  
D = Déclaration

#### 1.2. Taxes et redevances

Conformément à l'article 17 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, les installations visées ci-dessus sont soumises à la perception d'une taxe unique, exigible à la signature du présent arrêté, et, pour l'installation de traitement de matériaux, d'une redevance annuelle, établie sur la base de la situation administrative de l'établissement au 1<sup>er</sup> janvier.

### ARTICLE 2 - CONDITIONS GENERALES -

#### 2.1. Conformité au dossier déposé

Les installations sont implantées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions décrites dans le dossier de la demande, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions énoncées ci-après.

Tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage de nature à entraîner un changement notable de la situation existante doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

/...

## **2.2. Impact des installations**

Les installations sont conçues, implantées, aménagées et exploitées conformément aux prescriptions des arrêtés ministériels du 22 septembre 1994 relatifs aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières (J.O. du 22 octobre 1994).

Les équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances doivent être entretenus régulièrement.

L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, et d'éléments d'équipement utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la protection de l'environnement, tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

## **2.3. Intégration dans le paysage**

L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant et notamment autour des émissaires de rejets (plantation, engazonnement, etc...).

## **2.4. Contrôles et analyses**

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander, à tout moment, que des contrôles et analyses, portant sur les nuisances de l'établissement (émissions et retombées de gaz, poussières, fumées, rejets d'eaux, déchets, bruit, vibrations...) soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant.

En tant que de besoin, les installations sont conçues et aménagées de manière à permettre ces contrôles dans de bonnes conditions.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesures (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Sauf accord préalable de l'Inspecteur des Installations Classées, les méthodes de prélèvement, mesure et analyse sont les méthodes normalisées.

Les résultats de ces contrôles et analyses – ainsi que ceux obtenus dans le cadre de la procédure d'autosurveillance – sont conservés pendant au moins 5 ans par l'exploitant et tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, et, pour ce qui le concerne, de l'agent chargé de la Police de l'Eau.

## **2.5. Incident grave**

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l'environnement (c'est-à-dire aux intérêts mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1976 modifiée : commodité du voisinage, santé, sécurité et salubrité publiques, agriculture, protection de la nature et de l'environnement, conservation des sites et des monuments) ou de nature à porter atteinte à l'hygiène et à la sécurité du personnel, doit être immédiatement signalé à l'Inspecteur des Installations Classées à qui l'exploitant remet, dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter son renouvellement.

## **2.6. Arrêt définitif des installations**

Au moins six mois avant l'échéance du présent arrêté, l'exploitant doit adresser une notification au Préfet du département, conformément au décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié (article 34.1).

## **2.7. Péréemption**

Le présent arrêté cesse de produire effet si les Installations Classées n'ont pas été mises en service dans un délai de 3 ans à compter de la notification ou si elles n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

## **2.8. Garanties financières**

L'exploitant transmettra au Préfet un document attestant la constitution des garanties financières. Ce document sera établi selon un modèle défini par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Economie et du Ministre chargé des Installations Classées.

## **ARTICLE 3 – PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR –**

**3.1.** L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation de poussières. Les dispositifs de limitation de poussières résultant du fonctionnement de l'installation de traitement de matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. En particulier :

- ▶ Les opérations de découverte seront réalisées en dehors des périodes de vent fort.
- ▶ Les pistes de circulation seront arrosées en période sèche.
- ▶ Des dispositifs d'aspersion seront installés au niveau des points de chute des matériaux.
- ▶ Les stockages au sol des produits finis, comme les stockages de stériles, devront être stabilisés pour éviter les émissions de poussières.
- ▶ La conception et la fréquence d'entretien des installations doivent permettre d'éviter les accumulations de poussières.

**3.2.** Les émissions captées sont, le cas échéant, canalisées et dépoussiérées. Les valeurs limites (moyenne sur une durée d'une demi-heure) d'émissions de poussières sont de 30 mg/Nm<sup>3</sup>.

### **3.3. Surveillance des rejets – Autosurveillance**

L'exploitant procède à la mise en place, à ses frais, dans le voisinage du secteur d'émissions, d'un réseau de mesures au sol de la concentration en poussières ; un capteur sera installé, à proximité du hameau de Kérastang, un autre dans la direction du hameau de Quillimérien.

### **3.4. Prévention des pollutions accidentelles**

Les systèmes d'extraction et de traitement font l'objet de vérifications périodiques.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

### **3.5. Odeurs**

Les installations sont aménagées, équipées et conduites de telle sorte qu'elles ne soient pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

## **ARTICLE 4 - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX -**

### **4.1. Règles d'aménagement**

L'exploitant établit et tient à jour un plan faisant apparaître :

- les installations de prélèvements, le(s) réseau(x) d'alimentation, les principaux postes utilisateurs, les réseaux de collecte et d'évacuation des eaux résiduaires (secteurs collectés, points de branchement, regards, postes de relevage et de mesure, vannes,...), le(s) déversoir(s) ou bassin(s) de confinement, les points de rejets et les points de mesures.

Ce plan est tenu à disposition de l'Inspection des Installations Classées, de l'agent chargé de la Police de l'Eau, ainsi que des Services d'Incendie et de Secours.

Le point de rejet des eaux de la carrière sera le ruisseau du Pont de l'Hôpital (à 3 km environ du confluent de ce ruisseau et de l'Aber Ildut).

### **4.2. Prélèvements et consommation d'eau**

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau.

### **4.3. Eaux résiduaires**

Les eaux issues des installations de traitement de matériaux sont entièrement recyclées.

Les eaux résiduaires (eaux d'exhaure, eaux pluviales, eaux de nettoyage) seront traitées avant rejet.

Après traitement, leurs caractéristiques doivent satisfaire aux études de qualité du milieu et respecter les valeurs limites suivantes :

CONCENTRATIONS		
REJETS	UNITES	SUR 24 HEURES
Matières en Suspension (MES)	mg/l	35
Demande Chimique en Oxygène (DCO)*	mg/l	125
Hydrocarbures	mg/l	10
Fer + Aluminium	mg/l	5
Manganèse	mg/l	1

\* sur effluents non décantés.

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température inférieure ou égale à 30 °C
- modification de la couleur du milieu récepteur mesuré en un point du ruisseau du Pont de l'Hôpital, représentatif de la zone de mélange, inférieure à 100 mg Pt/l.

#### 4.4. Eaux vannes – Eaux usées

Les eaux vannes des sanitaires, les eaux usées des lavabos et éventuellement des cantines sont :

- collectées puis renvoyées dans le réseau public d'assainissement

OU

- collectées puis traitées conformément aux instructions en vigueur concernant l'assainissement individuel.

#### 4.5. Surveillance des rejets – Autosurveillance

Le programme d'autosurveillance des rejets est réalisé dans les conditions suivantes :

REJETS	UNITES	MODALITES- FREQUENCE/METHODES
Volume	m <sup>3</sup>	journalière/compteur
pH		mensuelle
Matières en Suspension (MES)	mg/l	mensuelle
Demande Chimique en Oxygène (DCO)*	mg/l	mensuelle
Hydrocarbures	mg/l	trimestrielle
Fer	mg/l	trimestrielle
Aluminium	mg/l	trimestrielle
Manganèse	mg/l	trimestrielle

Sauf pour les mesures quotidiennes, le suivi est réalisé sur chaque rejet d'eaux résiduaires, à partir d'échantillon(s) prélevé(s) représentatif(s) d'une journée d'activité. Une analyse trimestrielle (pH, MES, DCO) de l'eau du ruisseau en amont du point de rejet sera également effectuée.

Les résultats de ces mesures sont transmis mensuellement, avant le 20 du mois suivant, pour le volume, le pH, les MES, et avant le 20 du mois suivant le trimestre écoulé pour les autres paramètres, à l'Inspecteur des Installations Classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

#### 4.6. Prévention des pollutions accidentelles

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitements des eaux résiduaires.



Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être, soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

## **ARTICLE 5 – ELIMINATION DES DECHETS (hors stériles)**

### **5.1. Stockages**

Dans l'attente de leur élimination finale, les déchets sont stockés dans les conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas le risque de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, etc...).

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux météoriques.

### **5.2. Surveillance – Autosurveillance**

Les déchets de l'établissement seront éliminés et éventuellement récupérés conformément aux dispositions de la loi n° 75-663 du 15 juillet 1975 (J.O. du 16 Juillet 1975 et les textes pris pour son application).

## **ARTICLE 6 – PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS –**

### **6.1. Règles d'aménagement**

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine des bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les horaires de fonctionnement de la carrière (extraction et traitement) sont les suivants : 7h00 – 12h00 et 13h30 – 19h00 les jours ouvrables.

Les émergences sont mesurées conformément à la méthodologie définie dans la deuxième partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 18 avril 1969).

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

### **6.2. Niveaux limites**

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-joint.

Ce tableau fixe les points de contrôle caractéristiques et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles :

	Jour (6h30-21h30) sauf dimanches et jours fériés
POINTS DE CONTROLES	Niveaux-limites admissibles de bruit en dB(A)
Le long du RD 67	58
Autres limites	70

Un contrôle des niveaux sonores sera effectué au moins tous les trois ans.

Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

### 6.3. Vibrations

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

BANDE DE FREQUENCE en Hz	PONDERATION du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sont applicables.

Il est procédé dès les premiers tirs de mines à un contrôle des vibrations renouvelé ensuite une fois par an.

Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

## **ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'EXPLOITATION DE LA CARRIERE -**

7.1. L'exploitation de la carrière est autorisée pour une durée de 30 années.

7.2. L'aire exploitable comporte les parcelles suivantes :

Commune de SAINT-RENAN

Plan cadastral - Section A3

Numéro des parcelles : 520, 521a - 522, 529, 768, 769, 770, 771, 992, 517, 518, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 543, 554.

Les fronts d'exploitation étant maintenus à une distance de 120 m environ des habitations situées au Nord-Nord-Ouest, la surface exploitée sera d'environ 27 ha 30 a.

### **7.3. Aménagements préliminaires**

L'exploitant doit adresser à M. le Préfet une déclaration de début des travaux en trois exemplaires après avoir réalisé les opérations suivantes :

- ◆ apposition de panneaux sur chacune des voies d'accès au chantier indiquant l'identité du titulaire de la présente autorisation, la référence de l'arrêté d'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté
- ◆ bornage déterminant le périmètre d'exploitation et de nivellement
- ◆ aménagement des accès à la voirie publique.

### **7.4. Conduite d'exploitation**

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

L'épaisseur maximale d'extraction est de 45 m, la cote minimale atteinte par l'excavation étant de + 38 m NGF.

Le bord de l'excavation sera tenu à une distance minimale de 10 m des limites du périmètre autorisé. Cette distance est portée à 20 m en limite Sud de la carrière. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise.

Une surface d'environ 3 ha située au Nord-Nord-Ouest ne sera pas exploitée. La limite d'extraction devra suivre approximativement les courbes de niveaux.

Une étude complémentaire visant à définir les modalités des aménagements à effectuer dans cette zone pour limiter l'impact visuel de la carrière et les nuisances sonores devra être réalisée dans un délai de six mois à compter de la signature du présent arrêté.

L'ensemble de la carrière sera protégé par une clôture, des panneaux signalant le danger seront apposés en périphérie du site.

Les haies et les talus existants situés en limite des parcelles autorisées seront conservés et complétés, le cas échéant.

Tout dépôt d'ordures ménagères, de déchets industriels, de déchets inertes est interdit.

Le plan de phasage des travaux est joint au présent arrêté.

### **7.5. Remise en état**

Les fronts de taille situés au Sud seront aménagés dès que possible.

Avant la fin de la validité de l'autorisation, l'exploitant est tenu de remettre en état les lieux, selon les modalités suivantes :

- I l'unité de traitements des matériaux et ses annexes seront entièrement démontées et évacuées.
- I l'ensemble du chantier sera nettoyé et débarrassé de tous déchets, ferrailles, vestiges d'installations...
- I afin de rompre la linéarité trop importante des fronts (hors d'eau), dans la mesure du possible, des éboulis seront aménagés en diverses zones du front.

\* les banquettes résiduelles hors d'eau seront aménagées (décompactage, régalage de terre végétale, plantations...).

\* après exploitation, l'excavation se remplira d'eau progressivement. Il sera ainsi constitué un plan d'eau de 20 ha environ dont le niveau se situera approximativement à la cote + 50 m NGF. Un exutoire permettant le déversement d'un éventuel trop-plein vers le ruisseau sera créé.

Les modalités de remise en état du site doivent satisfaire au plan de réaménagement annexé au présent arrêté.

#### **ARTICLE 8 - RECOURS CONTENTIEUX -**

Le recours contentieux dont peut faire l'objet le présent arrêté doit intervenir devant la juridiction compétente dans un délai de 6 mois suivant la publication de l'avis annonçant le dépôt de la déclaration de début d'exploitation.

#### **ARTICLE 9**

Les prescriptions du Code Minier et les textes pris pour son application relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs seront respectées.

#### **ARTICLE 10**

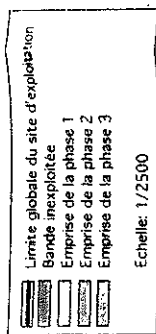
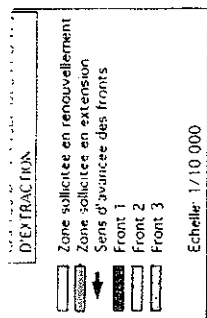
L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserve du droit des tiers.

#### **ARTICLE 11**

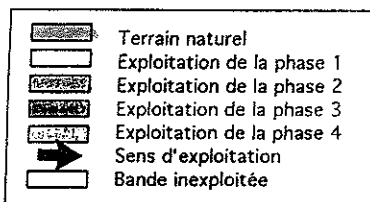
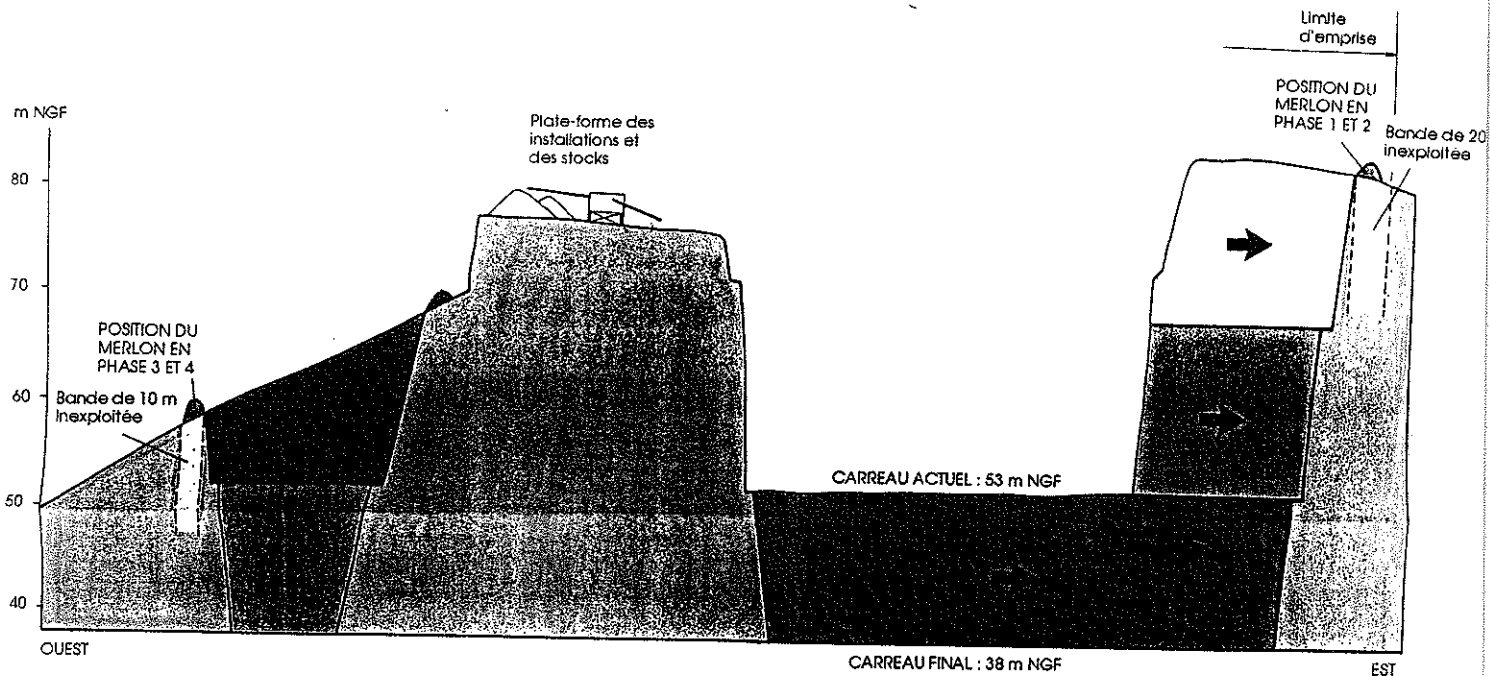
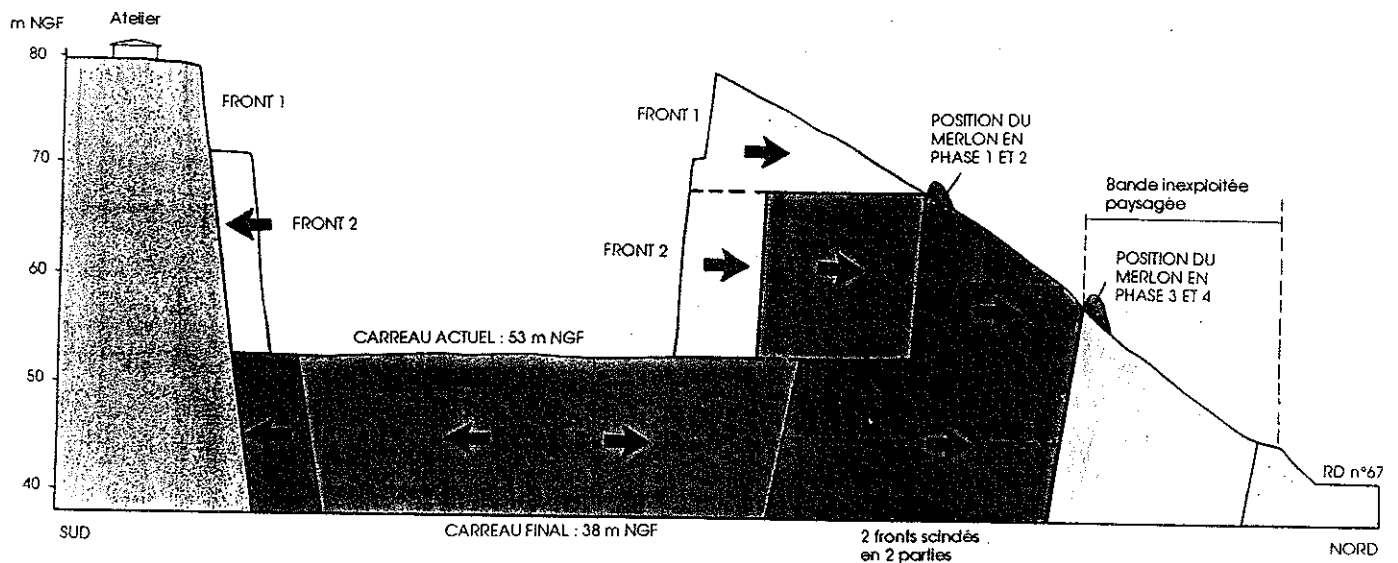
La présente autorisation est accordée au titre de la réglementation sur les installations classées. Elle ne dispense pas le pétitionnaire de se conformer aux autres autorisations ni de solliciter et d'obtenir les autorisations éventuellement exigibles.

#### **ARTICLE 12**

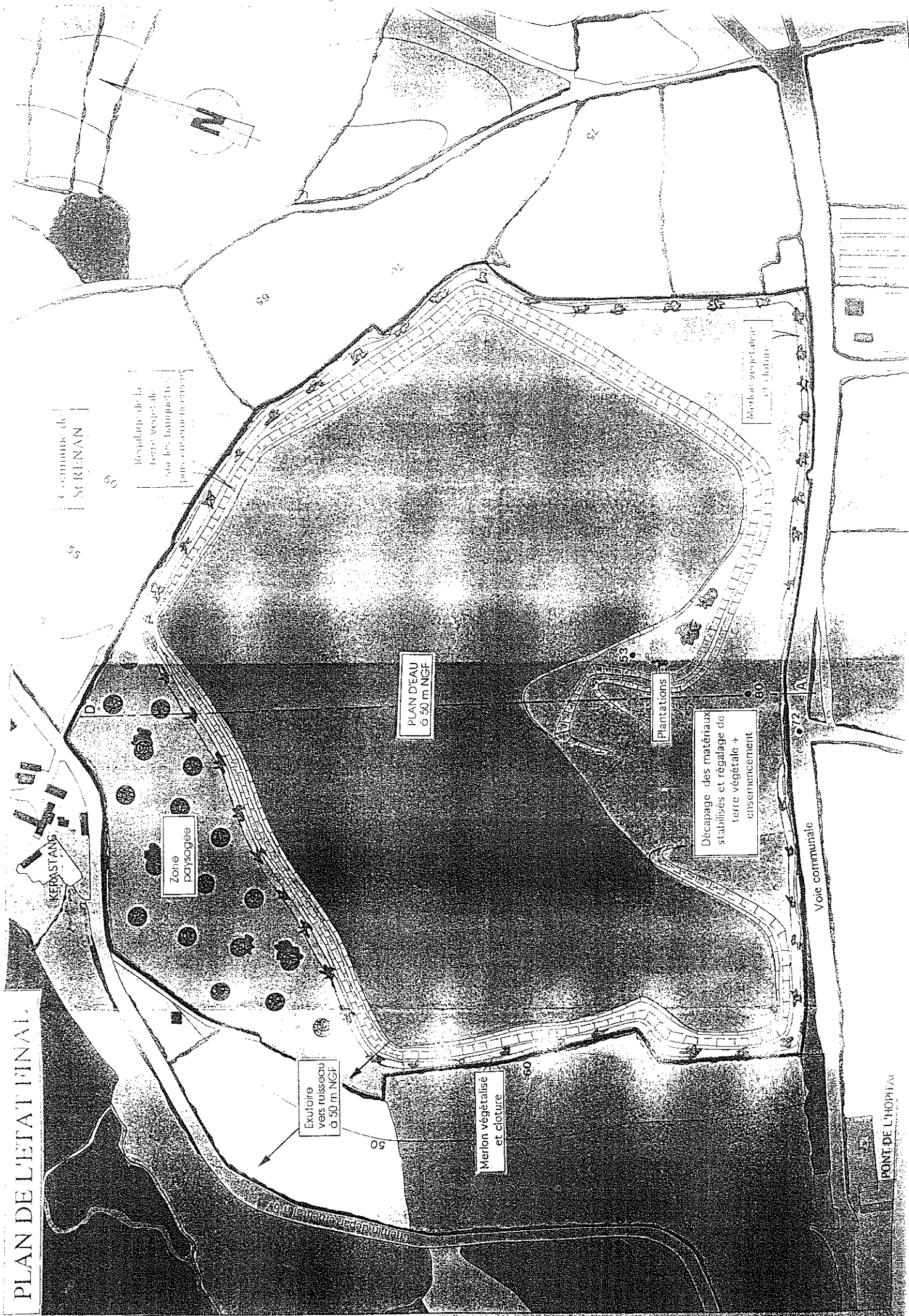
Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée, poursuivie et réprimée, conformément à la réglementation en vigueur.



# COUPES DE PRINCIPLE PENDANT L'EXPLOITATION



PLAN DE L'ETAT FINAL

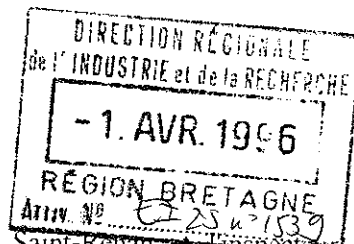


in

C. Allo → D. Marquier

La division ayant  
déjà un exemplaire  
de dossier, il ne  
me semble pas utile  
de conserver cet exemplai  
re qui est à priori due  
à l'auteur.

- Subdivision de Quimper - S/C de M. le DRIRE Rennes
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement.
  - M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt.
  - M. le D.D.A.S.S..
  - M. le D.D.S.S.L.I
  - M. le Directeur régional de l'Environnement.
  - Entreprise LAGADEC et Cie



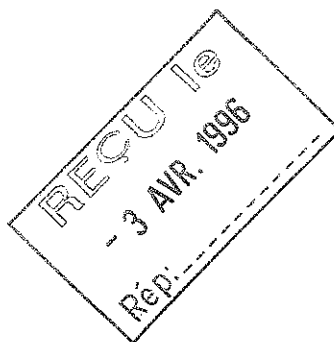
Finistère, le maire de Saint-Renan et l'inspecteur des  
de la recherche, et de l'environnement) sont chargés,  
présent arrêté qui sera publié dans les formes habituelles.

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

François PHILIZOT

Pour Ampliation,  
Le Chef de Bureau

Jacqueline KERNINON



Sub 299  
Es 21